

communiqué de presse

MOROSITÉ AMBIANTE AU 2^e TRIMESTRE : L'ÉCONOMIE GENEVOISE EN PERTE DE VITESSE

Selon le dernier numéro trimestriel des "Reflets conjoncturels" (n° 51), élaboré par le Service cantonal de statistique, l'économie genevoise est encore et toujours sous le coup d'une conjoncture morose.

Emploi

Les indicateurs relatifs au marché du travail ne sont guère positifs. Les offres d'emploi et le nombre de chômeurs évoluent encore en sens inverse : - 10 % d'offres d'emploi et + 12 % de chômeurs du premier au deuxième trimestre. Les réductions de l'horaire de travail pour motif économique dépassent les 100 000 heures chômées par mois à partir d'avril et le taux de chômage atteint 3,1 % à fin juillet. Enfin l'indice de l'emploi recule de 1,7 % au deuxième trimestre en variation annuelle.

Industrie, construction

La marche des affaires dans l'industrie genevoise est maussade, en raison d'une demande ayant tendance à s'affaiblir, mais la capacité technique de production est encore utilisée à plus de 85 %. Sans parler de reprise dans la construction, il faut signaler la forte augmentation de la valeur des bâtiments mis en chantier au deuxième trimestre. Mais ces nouveaux chantiers sont fortement financés par le secteur public, la demande privée étant toujours en recul. En outre, les projets de bâtiments laissent présager une poursuite de la baisse de l'activité du secteur de la construction.

Commerce extérieur, hôtellerie

Le commerce extérieur genevois subit aussi le contrecoup du ralentissement en Suisse et à l'étranger : les importations baissent de 16 %, les exportations de 20 %, en une année. Chiffres négatifs pour l'hôtellerie également : - 5 % de nuitées en mars, avril, mai par rapport à la même période de l'an passé. Les clientèles américaine et japonaise étaient les grandes absentes de ce printemps.

Prix, consommation

L'indice genevois des prix à la consommation progresse encore à un rythme annuel de 5,9 % au deuxième trimestre, mais en retirant du calcul certains postes de dépenses au mouvement spécifique, tels que loyers, services publics et produits pétroliers, une décélération du rythme du renchérissement est toutefois perceptible.

L'enquête fédérale sur le climat de consommation reflète l'inquiétude grandissante des ménages face à une économie moins dynamique qu'auparavant, à un nombre croissant de chômeurs et à un renchérissement persistant.

